

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

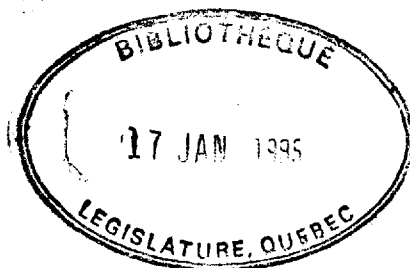
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Avant projet de loi

## **Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic**

---

**Présentation**



**Présenté par  
M. Michel Clair  
Ministre délégué à l'Administration  
et président du Conseil du trésor**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1984**

## NOTES EXPLICATIVES

*Cet avant projet a principalement pour objet:*

*1) de définir le cadre de la négociation des conventions collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux;*

*2) de créer un Institut de recherche sur la rémunération et d'établir un nouveau mode de détermination de la rémunération pour l'ensemble des salariés des secteurs public et parapublic;*

*3) d'exclure certains différends du champ d'exercice des droits de grève et de lock-out dans ces secteurs;*

*4) de conférer au Conseil des services essentiels des pouvoirs de redressement dans le cas de certains conflits dans les services publics et dans les organismes des secteurs public et parapublic.*

*Pour ce qui est du cadre de la négociation dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux, l'avant projet reprend la plupart des dispositions actuellement en vigueur relativement à l'organisation des parties patronales et syndicales. Toutefois dans le secteur des affaires sociales, la responsabilité de discuter du partage des matières et de négocier est confiée à cinq sous-comités de négociation pour les catégories d'établissements suivantes: les centres hospitaliers publics, les centres locaux de services communautaires, les centres d'accueil publics, les centres de services sociaux et les établissements privés.*

*Il prescrit en outre que dorénavant certaines stipulations de la convention collective portant sur des matières qui sont énumérées en annexe seront négociées à l'échelle locale ou régionale à moins que les parties n'en conviennent autrement. Il pourvoit aussi à un nouveau mode de règlement des désaccords lors de la négociation de telles stipulations.*

*L'avant projet dispose par ailleurs que la rémunération des salariés de la fonction publique, des commissions scolaires, des collèges et des établissements sera désormais négociée et déterminée de façon distincte des autres stipulations de la convention collective.*

Un Institut de recherche sur la rémunération aura pour fonction de rendre public au plus tard le 30 novembre de chaque année un rapport sur l'état et l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés des secteurs public et parapublic et privés. Après la publication de ce rapport les parties négocient en vue de s'entendre sur la rémunération pour l'année subséquente. À la suite de cette négociation, le président du Conseil du trésor élabore un projet de règlement fixant cette rémunération; il doit déposer ce projet devant l'Assemblée nationale au cours de la deuxième ou de la troisième semaine de mars ou, si l'Assemblée nationale ne siège pas, le faire publier à la Gazette officielle. Le projet est ensuite soumis au gouvernement pour adoption, avec ou sans modification, au cours de la deuxième ou de la troisième semaine d'avril.

Une fois fixée par règlement, la rémunération est intégrée à la convention collective pour l'année en cours.

En ce qui concerne les droits de grève et de lock-out, l'avant projet exclut de leur champ d'exercice, les stipulations de la convention collective portant sur la rémunération et, dans le cas d'une convention collective liant une commission scolaire, un collège ou un établissement, il exclut également les stipulations négociées et agréées à l'échelle locale. De plus il assujettit l'exercice de ces droits, dans les domaines où ils subsistent, à l'exigence d'une médiation préalable.

Enfin, l'avant projet modifie le Code du travail pour conférer au Conseil des services essentiels un nouveau pouvoir d'ordonnance en cas de conflit dans un service public et dans les secteurs public et parapublic.

Lorsqu'une grève, un lock-out ou un ralentissement d'activités contraire à la loi affecte ou est vraisemblablement susceptible d'affecter la prestation d'un service auquel le public a droit ou, encore, lorsque les services essentiels prévus à une entente ou à une liste ne sont pas rendus lors d'une grève, le Conseil pourra dorénavant ordonner aux parties de prendre les mesures de redressement qui s'imposent dans les circonstances.

Sur dépôt par le Conseil d'une copie conforme au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, une telle ordonnance aura le même effet qu'un jugement émanant de cette cour.

Certaines modifications de concordance sont également faites au Code du travail.



# Avant projet de loi

## Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### PARTIE I

#### NÉGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES

#### CHAPITRE I

#### SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DES AFFAIRES SOCIALES

#### SECTION I

#### INTERPRÉTATION ET APPLICATION

**1.** Dans le présent chapitre, on entend par:

*a)* « **association de salariés** »: une association de salariés comme l'entend le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27);

*b)* « **collège** »: un collège institué en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29);

*c)* « **commission scolaire** »: une commission scolaire régionale, une commission scolaire centrale protestante, le Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal, le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal, toute commission scolaire régie par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14) et tout autre organisme similaire désigné par le gouvernement pour l'application de la présente loi;

d) « **convention collective** »: une convention collective comme l'entend le Code du travail, ou ce qui en tient lieu ou un contrat de travail comme l'entend la Loi sur le régime syndical applicable à la Sûreté du Québec (L.R.Q., chapitre R-14);

e) « **enseignant** »: un instituteur comme l'entend la Loi sur l'instruction publique ou un membre du personnel enseignant d'un collège;

f) « **établissement** »: un établissement public comme l'entend la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), un établissement privé conventionné comme l'entend ladite loi, et tout organisme qui fournit des services à un établissement conformément à ladite loi et est déclaré par le gouvernement être assimilé, pour l'application de la présente loi, à un établissement tel que l'entend la Loi sur les services de santé et les services sociaux;

g) « **groupement d'associations de salariés** »: toute union, fédération, confédération, corporation, centrale ou autre organisation à laquelle adhère, appartient ou est affiliée une association de salariés représentant des personnes à l'emploi d'une commission scolaire, d'un collège ou d'un établissement;

h) « **groupement de commissions scolaires** » ou « **groupement de collèges** »: toute association, fédération ou autre organisation dont la majorité des commissions scolaires pour catholiques ou des commissions scolaires pour protestants ou des collèges font partie et qui est jugée représentative de ces commissions scolaires ou de ces collèges par le ministre de l'Éducation, si elle n'est pas déjà ainsi reconnue par la loi;

i) « **groupement d'établissements** »: toute association, union, fédération ou autre organisation dont une majorité d'établissements d'une catégorie font partie et qui est jugée représentative de cette catégorie par le ministre des Affaires sociales si elle n'est pas déjà ainsi reconnue par la loi.

**2.** Le présent chapitre s'applique à toute convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire, un collège ou un établissement.

Toutes les stipulations d'une telle convention, à l'exception de celles qui portent sur la rémunération, sont négociées et agréées à l'échelle nationale ou à l'échelle locale ou régionale suivant les dispositions du présent chapitre.

## SECTION II

## ORGANISATION DES PARTIES

§ 1.—*La partie syndicale*

**3.** Une association de salariés faisant partie d'un groupement d'associations de salariés négocie et agréée, par l'entremise d'un agent-négociateur nommé par ce groupement, les stipulations visées dans l'article 20.

**4.** Une association de salariés qui ne fait pas partie d'un groupement d'associations de salariés négocie et agréée, par l'entremise d'un agent-négociateur qu'elle nomme, toutes les stipulations que contient la convention collective.

**5.** Les stipulations négociées et agréées par un groupement d'associations de salariés lient toute nouvelle association de salariés qui s'affilie à ce groupement durant la durée de la convention collective.

**6.** Aux fins de la négociation d'une convention collective liant une association de salariés et une commission scolaire ou un collège, les catégories suivantes du personnel forment des groupes distincts:

- a) les enseignants;
- b) le personnel professionnel non enseignant; et
- c) le personnel de soutien.

§ 2.—*La partie patronale*

## 1. Le secteur de l'éducation

**7.** Dans le secteur de l'éducation, sont institués:

1° un comité patronal de négociation pour les commissions scolaires pour catholiques;

2° un comité patronal de négociation pour les commissions scolaires pour protestants;

3° un comité patronal de négociation pour les collèges.

**8.** Ces comités se composent de personnes nommées par le ministre de l'Éducation et de personnes nommées, selon le cas, par le groupement de commissions scolaires pour catholiques, le groupement de commissions scolaires pour protestants ou le groupement de collèges.

**9.** Dans chacun des comités, les membres désignent un président et un vice-président dont l'un est choisi parmi les membres nommés par le groupement et l'autre parmi les membres nommés par le ministre.

Ils conviennent par écrit des modalités de fonctionnement du comité et de la détermination des matières à l'égard desquelles les représentants du groupement ou les représentants du ministre ont une voix prépondérante lors des délibérations du comité.

De même, ils conviennent du mode de financement du comité, la durée du mandat des membres et, s'il y a lieu, leur rémunération ainsi que celle des agents du comité.

La signature du président du Conseil du trésor confirme l'engagement du gouvernement à l'égard d'une telle entente.

**10.** Ces comités ont pour fonction, sous l'autorité déléguée par le gouvernement au ministre de l'Éducation, de négocier et agréer les stipulations visées dans l'article 20.

À cette fin, ils élaborent les projets de proposition de négociations, requièrent du Conseil du trésor des mandats de négociations et, dans le cadre des mandats que ce dernier détermine, organisent, dirigent et coordonnent les négociations de la partie patronale avec les groupements d'associations de salariés ou, suivant le cas, avec les associations de salariés.

**11.** Les stipulations négociées et agréées par un comité sont signées par le ministre de l'Éducation ainsi que par le président et le vice-président du comité.

Elles lient, selon le cas, toutes les commissions scolaires pour catholiques, toutes les commissions scolaires pour protestants ou tous les collèges.

## 2. Le secteur des affaires sociales

**12.** Dans le secteur des affaires sociales, sont institués un comité et des sous-comités patronaux de négociation.

**13.** Le comité patronal de négociation pour le secteur des affaires sociales est composé de personnes nommées par le ministre des Affaires sociales et de personnes nommées par les groupements d'établissements.

Les sous-comités sont composés de personnes désignées parmi les membres du comité patronal de négociation, par le ministre et par les groupements représentatifs des catégories d'établissements suivants:



- 1° les centres hospitaliers publics;
- 2° les centres locaux de services communautaires;
- 3° les centres d'accueil publics;
- 4° les centres de services sociaux;
- 5° les établissements privés au sens du paragraphe *f* de l'article 1.

**14.** Les membres du comité et de chacun des sous-comités désignent un président et un vice-président dont l'un est choisi parmi les personnes désignées par les groupements d'établissements et l'autre parmi les personnes désignées par le ministre.

Ils conviennent par écrit des modalités de fonctionnement du comité ou du sous-comité et de la détermination des matières à l'égard desquelles les représentants du groupement ou les représentants du ministre ont une voix prépondérante lors des délibérations du comité ou du sous-comité.

De même, ils conviennent du mode de financement du comité ou du sous-comité, la durée du mandat des membres et, s'il y a lieu, leur rémunération ainsi que celle des agents du comité ou du sous-comité.

La signature du président du Conseil du trésor confirme l'engagement du gouvernement à l'égard d'une telle entente.

**15.** Le comité patronal de négociation pour le secteur des affaires sociales a pour fonction, sous l'autorité déléguée au ministre des Affaires sociales par le gouvernement, de négocier et d'agréer celles des stipulations visées dans l'article 20 que les sous-comités déterminent comme devant faire l'objet de stipulations négociées et agréées pour l'ensemble des établissements ou pour plus d'une catégorie d'établissements.

Un sous-comité patronal de négociation a pour fonction, sous l'autorité déléguée au ministre par le gouvernement, de négocier et d'agréer, pour la catégorie d'établissements qu'il représente, les stipulations visées dans l'article 20; de plus, il définit, suivant l'article 21, les matières susceptibles de faire l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale pour ces établissements.

**16.** Pour la négociation des stipulations qui sont de leur ressort, le comité patronal et les sous-comités élaborent des projets de propositions de négociation, requièrent du Conseil du trésor des mandats de négociation et, dans le cadre des mandats que ce dernier détermine, organisent, dirigent et coordonnent les négociations de la partie patronale

avec les groupements d'associations de salariés ou, suivant le cas, avec les associations de salariés.

**17.** Les stipulations négociées et agréées par le comité patronal de négociation sont signées par le ministre des Affaires sociales de même que par le président et le vice-président du comité. Elles lient l'ensemble des établissements.

Les stipulations négociées et agréées par un sous-comité sont signées par le ministre des Affaires sociales de même que par le président et le vice-président du sous-comité. Elles lient les établissements appartenant à la catégorie pour laquelle le comité est institué.

### 3. Le Conseil du trésor

**18.** Conformément aux orientations déterminées par le gouvernement, le Conseil du trésor:

1° assure le suivi des négociations des stipulations visées dans l'article 20 et, à cette fin, peut déléguer un observateur aux séances de négociations;

2° autorise les mandats de négociation des comités et des sous-comités patronaux dans les matières qu'il juge d'intérêt gouvernemental;

3° exerce, aux fins des négociations visées dans le paragraphe 1°, les autres pouvoirs que lui confère la loi.

**19.** Le Conseil du trésor invite le ministre de l'Éducation ou, suivant le cas, le ministre des Affaires sociales, à participer à ses délibérations lorsqu'elles portent sur les négociations visées dans l'article 20.

## SECTION III

### LE MODE DE NÉGOCIATION

#### § 1.—*Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale*

**20.** Les stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale portent sur toutes les matières que contient la convention collective à l'exception de la rémunération et des matières définies comme devant faire l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale suivant l'article 21.

Elles peuvent toutefois prévoir que certaines matières sont susceptibles de faire l'objet d'arrangements au sens de l'article 22.

Elles peuvent prévoir en outre des modalités de discussion entre les parties pendant la durée de la convention collective dans le but d'aplanir leurs difficultés.

**21.** Les matières sur lesquelles portent les stipulations négociées à l'échelle locale ou régionale sont celles que définissent les parties à l'occasion de la négociation des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.

Toutefois une matière prévue à l'annexe A sur l'organisation du travail, les mouvements de personnel et les droits syndicaux est l'objet de stipulation négociée et agréée à l'échelle locale à moins que les parties ne la définissent autrement.

Toute matière non définie en vertu du présent article comme étant objet de stipulation négociée et agréée à l'échelle locale est objet de stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale.

**22.** Les parties à une convention collective peuvent négocier et agréer à l'échelle locale ou régionale des arrangements relatifs à la mise en oeuvre des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale dans la mesure où ces dernières y pourvoient.

**23.** Une partie peut demander au ministre du Travail de charger un médiateur de tenter de régler un différend sur une matière qui est objet de stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale.

**24.** À défaut d'entente après l'expiration d'une période de 30 jours de la date de sa nomination, le médiateur remet aux parties un rapport contenant ses recommandations sur le règlement du différend.

Ce rapport est rendu public à la demande d'une partie.

La période prévue par le premier alinéa peut être prolongée avec l'accord des parties.

**25.** Les parties peuvent faire une entente sur une procédure de médiation différente de celle prévue par les articles 23 et 24. Elles peuvent notamment avoir recours à un conseil de médiation ou à un groupe d'intérêt public.

Un tiers, désigné suivant le premier alinéa, doit faire rapport aux parties de ses recommandations sur le règlement du différend.

Ce rapport doit être rendu public à la demande d'une partie.

**26.** En cas de différend sur une matière qui est objet de stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale, les parties peuvent également

s'entendre pour faire conjointement un rapport sur l'objet de leur différend et le rendre public.

**27.** La personne ou le groupe de personnes qui rend un rapport public suivant l'article 24, 25 ou 26 doit, le même jour, en donner avis écrit au ministre du Travail.

Ce dernier informe les parties sans délai de la date où il a reçu cet avis.

*§ 2.—Les stipulations négociées et agréées  
à l'échelle locale ou régionale*

**28.** Les stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale portent sur les matières définies suivant l'article 20.

**29.** Sur les matières définies comme étant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale, une association de salariés et un employeur peuvent, en tout temps, négocier et agréer le remplacement, la modification, l'addition ou l'abrogation d'une stipulation de la convention collective.

**30.** Une entente prévue par l'article 29 entre en vigueur à compter de son dépôt au greffe du bureau du commissaire général du travail conformément à l'article 72 du Code du travail. Elle ne peut faire l'objet de négociation avant l'expiration d'une période de deux ans, à moins que les parties ne décident de la modifier avant l'arrivée de ce terme.

**31.** À défaut d'entente après au moins trois séances de négociation sur une matière faisant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale, une partie peut demander au ministre du Travail de nommer un médiateur-arbitre en vue du règlement du désaccord.

**32.** Le médiateur-arbitre doit tenter d'amener les parties à régler leur désaccord. À cette fin il rencontre les parties et, en cas de refus, leur offre l'occasion de présenter leurs observations.

**33.** Si un désaccord subsiste après 30 jours de la nomination du médiateur-arbitre, les parties peuvent demander au médiateur-arbitre de statuer sur la question faisant l'objet du désaccord.

**34.** S'il estime improbable un règlement entre les parties, le médiateur-arbitre statue alors sur la question et en informe les parties.

Sa décision est réputée être une entente au sens de l'article 29.

**35.** S'il ne statue pas suivant l'article 34, le médiateur-arbitre fait rapport aux parties de ses recommandations sur l'objet du désaccord.

Il rend ce rapport public dix jours après l'avoir remis aux parties.

**36.** Les parties peuvent convenir de tout autre mode de règlement d'un désaccord, sous réserve de l'article 30.

**37.** Une stipulation négociée et agréée à l'échelle locale ou régionale est sans effet dans la mesure où elle modifie la portée d'une stipulation négociée et agréée à l'échelle nationale ou une stipulation visée dans la partie II.

Il en est de même de toute décision rendue par une personne chargée de statuer sur un désaccord en vertu de l'article 33 ou de l'article 35.

**38.** À défaut d'entente sur le remplacement, la modification, l'addition ou l'abrogation d'une stipulation portant sur une matière définie comme étant l'objet de stipulations locales ou régionales, les stipulations en vigueur continuent d'avoir effet.

**39.** Sauf sur une question de compétence, une action en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile ou un recours extraordinaire au sens de ce code ne peut être exercé, et une mesure provisionnelle ne peut être ordonnée contre le médiateur-arbitre nommé par le ministre en vertu de l'article 31.

## CHAPITRE II

### LE SECTEUR DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**40.** Le présent chapitre s'applique aux organismes gouvernementaux nommés à l'annexe B.

**41.** Le gouvernement peut retrancher de l'annexe un organisme qui y figure, y ajouter tout organisme qu'il a retranché ou tout autre organisme. Il peut également ajouter ou retrancher une filiale de tout organisme qu'il désigne.

**42.** Une association de salariés négocie et agréée, par l'entremise d'un agent-négociateur qu'elle nomme, toutes les stipulations d'une convention collective la liant à un organisme gouvernemental.

**43.** Avant d'entreprendre avec une association de salariés la négociation d'une convention collective, un organisme gouvernemental soumet au ministre responsable un projet établissant les paramètres généraux d'une politique de rémunération et de conditions de travail.

Le ministre soumet ce projet pour approbation au Conseil du trésor qui détermine en collaboration avec celui-ci et l'organisme les modalités selon lesquelles est assuré le suivi du déroulement des négociations.

**44.** La politique de rémunération et de conditions de travail approuvée avec ou sans modification par le Conseil du trésor et les modalités déterminées pour le suivi du déroulement des négociations lient l'organisme qui est tenu de s'y conformer.

**45.** Un organisme gouvernemental négocie, agréé et signe une convention collective dans le cadre défini en application des articles 43 et 44.

## CHAPITRE III

### LA FONCTION PUBLIQUE

**46.** Les articles 23 à 27 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un différend qui survient lors de la négociation en vue du renouvellement d'une convention collective liant le gouvernement et une association de salariés reconnue ou accréditée en vertu des articles 64 à 67 de la Loi sur la fonction publique (1983, chapitre 55).

Toutefois ils ne s'appliquent pas dans le cas d'une stipulation portant sur la rémunération.

## PARTIE II

### LA RÉMUNÉRATION

## CHAPITRE I

### INSTITUT DE RECHERCHE SUR LA RÉMUNÉRATION

#### SECTION I

##### CONSTITUTION ET COMPOSITION

**47.** Un organisme est constitué sous le nom de « Institut de recherche sur la rémunération ».

**48.** L'Institut est une corporation au sens du Code civil et il en exerce les pouvoirs en outre de ceux que la présente loi lui confère.

**49.** Les affaires de l'Institut sont administrées par un conseil d'administration formé d'au plus treize membres, dont un président.

**50.** Les membres du conseil d'administration sont nommés par le gouvernement.

Six de ces membres, à l'exception du président, sont choisis parmi les personnes dont les noms apparaissent sur des listes dressées par

les groupements d'association de salariés et les associations de salariés visés dans la partie I et par les associations de salariés reconnues ou accréditées suivant les articles 64 à 67 de la Loi sur la fonction publique.

Six autres de ces membres, à l'exception du président, sont nommés après consultation des groupements de commissions scolaires, de collèges et d'établissements visés dans la partie I.

**51.** Le président est nommé après consultation des groupements d'associations de salariés, des associations de salariés et des groupements d'employeurs visés dans l'article 48.

Sa rémunération et ses autres conditions de travail sont fixées par le gouvernement.

**52.** Les membres de l'Institut sont nommés pour au plus trois ans à l'exception du président qui est nommé pour au plus cinq ans. Leurs mandats sont renouvelables.

À l'expiration de leur mandat, les membres de l'Institut demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés à nouveau.

**53.** Une vacance parmi les membres du conseil d'administration est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer.

**54.** Les membres de l'Institut, à l'exception du président, ne sont pas rémunérés. Ils ont toutefois droit, dans la mesure et selon les conditions fixées par le gouvernement, à une allocation de présence et au remboursement des frais raisonnables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

**55.** Le président préside les séances du conseil d'administration, voit à son fonctionnement et assume toutes les autres fonctions qui lui sont assignées par règlement de l'Institut. Il remplit en outre les fonctions de directeur général.

Le directeur général est responsable de la gestion et de la direction de l'Institut.

**56.** En cas d'absence ou d'incapacité temporaire du président, le gouvernement nomme un remplaçant pour la durée de l'absence ou de l'incapacité temporaire.

**57.** L'Institut a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout déplacement du siège social est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

L'Institut peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

**58.** Le quorum des séances de l'Institut est de sept membres, dont le président ou, dans le cas prévu par l'article 56, son remplaçant.

En cas de partage égal des voix, le président dispose d'une voix prépondérante.

**59.** Le président et la personne qui le remplace dans le cas prévu par l'article 56 ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit leur intérêt personnel et celui de l'Institut.

Toutefois cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt leur échoit par succession ou par donation pourvu qu'ils y renoncent ou en disposent avec toute la diligence possible.

**60.** Un membre doit révéler par écrit tout conflit d'intérêt au président et s'abstenir de voter sur les décisions du conseil d'administration portant sur un contrat ou un avantage qui peut lui être accordé ou être accordé à une entreprise dans laquelle il est intéressé.

**61.** Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration de l'Institut, approuvés par celui-ci et certifiés conformes par le président ou une personne qu'il autorise par écrit à cette fin, sont authentiques. Il en est de même des documents ou des copies émanant de l'Institut ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

**62.** L'Institut détermine par règlement la rémunération et les autres conditions de travail des membres de son personnel.

Ce règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le gouvernement.

## SECTION II

### FONCTIONS

**63.** L'Institut a pour fonction d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements visés dans la partie I d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine, d'autre part.

Il exerce cette fonction en publiant, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations.



**64.** L'Institut peut, dans le cadre de l'exercice de sa fonction, effectuer ou faire effectuer des études et des recherches.

Il exécute en outre tout mandat d'étude ou de recherche que définit le conseil d'administration avec le concours de tous les membres nommés suivant l'article 48 qui sont présents à une réunion spécialement convoquée à cette fin.

**65.** L'Institut ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

1° conclure avec toute personne un contrat l'engageant pour plus de deux ans;

2° contracter un emprunt qui porte à plus de 1 000 000 \$ le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées.

L'Institut ne peut acquérir ou détenir des actions d'une autre corporation, ni exploiter une entreprise, seul ou en collaboration avec une autre personne.

**66.** L'Institut doit, au plus tard 90 jours après la fin de son année financière, remettre au président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités de l'exercice financier précédent. Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne siège pas, il est déposé dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

**67.** Les livres et comptes de l'Institut sont, chaque année et chaque fois que le décrète le gouvernement, vérifiés par le vérificateur général; le gouvernement peut toutefois désigner un autre vérificateur.

Le rapport du vérificateur général ou celui du vérificateur désigné par le gouvernement doit accompagner le rapport d'activités.

## CHAPITRE II

### DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION

**68.** Le présent chapitre s'applique à toute convention collective visée dans le chapitre I de la Partie I de même qu'à toute convention collective liant le gouvernement et une association de salariés reconnue ou accréditée en vertu des articles 64 à 67 de la Loi sur la fonction publique.

**69.** Les stipulations d'une convention collective qui portent sur la rémunération continuent d'avoir effet malgré l'expiration de la convention collective à moins qu'elles ne soient modifiées pour une année subséquente conformément aux articles 70 et 72.

**70.** Après publication par l'Institut du rapport prévu par l'article 63, le Conseil du trésor, en collaboration avec les comités patronaux établis en vertu de la Partie I, négocie avec les groupements d'associations de salariés et les associations de salariés en vue d'en arriver à une entente sur les stipulations portant sur la rémunération.

**71.** Le président du Conseil du trésor doit déposer devant l'Assemblée nationale, au cours de la deuxième ou de la troisième semaine de mars de chaque année, un projet de règlement fixant les stipulations relatives à la rémunération pour l'année en cours. Ce projet est accompagné d'un avis à l'effet qu'il sera soumis au gouvernement pour adoption, avec ou sans modification, au cours de la deuxième ou de la troisième semaine d'avril.

Si l'Assemblée nationale ne siège pas au cours de la deuxième et de la troisième semaine de mars, le président du Conseil du trésor doit faire publier le projet au cours de ces semaines à la *Gazette Officielle du Québec* avec un avis au même effet.

**72.** Les stipulations portant sur la rémunération pour l'année en cours sont celles prévues par le règlement adopté par le gouvernement au cours de la deuxième ou de la troisième semaine d'avril. Le règlement entre en vigueur à la date de son adoption. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

**73.** Une fois fixées par règlement, les stipulations portant sur la rémunération font partie de la convention collective et ont le même effet que les stipulations d'une convention collective en vigueur portant sur la rémunération, même si les autres stipulations n'ont pas été agréées.

### PARTIE III

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

**74.** Le paragraphe 3° de la définition de salarié prévue par l'article 1 du Code du travail est modifié par l'insertion dans la 16<sup>e</sup> ligne, après les mots « l'Office des ressources humaines », des mots « , de l'Institut de recherche sur la rémunération ».

**75.** L'article 111.0.20 de ce Code est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le Conseil peut également rendre une ordonnance suivant l'article 111.17 si les services essentiels prévus à une entente ou à une liste ne sont pas rendus lors d'une grève. ».

**76.** Ce Code est modifié par le remplacement de l'article 111.6 par le suivant:

« **111.6** Une convention collective liant un collège, une commission scolaire ou un établissement visé dans la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic (1984, chapitre *insérer ici le numéro du chapitre de la présente loi*) est négociée et agréée conformément à cette loi.

Une telle convention collective expire, pour l'application du présent Code, à la date d'expiration des stipulations négociées et agréées à l'échelle nationale.

Les stipulations relatives à la rémunération et celles négociées à l'échelle locale ou régionale ont effet malgré l'expiration de la convention collective. ».

**77.** Les paragraphes 4 et 5 de l'article 111.8 de ce Code sont abrogés.

**78.** Ce Code est modifié par l'insertion, après l'article 111.10.6, de l'article suivant:

« **111.10.7** Une partie ne peut déclarer une grève ou un lock-out avant l'expiration d'un délai de 20 jours de la date où le ministre a reçu l'avis prévu à l'article 27 de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic. ».

**79.** Ce Code est modifié par l'insertion, après l'article 111.15, de l'article suivant:

« **111.15.1** La grève et le lock-out sont interdits à l'égard d'une matière définie comme faisant l'objet de stipulations négociées et agréées à l'échelle locale ou régionale suivant la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic; il en est de même à l'égard de la rémunération déterminée suivant cette loi. ».

**80.** Ce Code est modifié par l'addition, après la section III du chapitre V, de ce qui suit:

#### « SECTION IV

##### « POUVOIRS DE REDRESSEMENT

« **111.16** Lorsqu'un lock-out, une grève ou un ralentissement d'activités survient, en contravention avec une disposition de la loi, dans un service public ou dans un ministère ou organisme des secteurs

public et parapublic, le Conseil des services essentiels peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne intéressée, faire enquête sur les conséquences du conflit sur la prestation des services auxquels le public a droit.

« **111.17** S'il estime que le conflit affecte ou est vraisemblablement susceptible d'affecter de façon préjudiciable un service auquel le public a droit, le Conseil peut, après avoir fourni aux parties l'occasion de présenter leurs observations, rendre une ordonnance pour :

1° enjoindre à toute personne impliquée dans le conflit ou à toute catégorie de ces personnes qu'il détermine de faire ce qui est nécessaire pour se conformer à la loi et à la convention collective ou à une entente sur les services essentiels ou de s'abstenir de faire ce qui y contrevient;

2° exiger de toute personne impliquée dans le conflit de réparer un acte ou une omission fait en contravention de la loi;

3° fixer la valeur monétaire du préjudice que peut avoir subi toute personne en raison de l'interruption ou de la diminution de service causée par le lock-out, la grève ou le ralentissement d'activités et ordonner à l'employeur ou à l'association de salariés ou à des salariés, selon le cas, de verser à cette personne le montant ainsi fixé;

4° ordonner à toute personne impliquée dans le conflit de faire ou de s'abstenir de faire toute chose qu'il lui paraît raisonnable d'ordonner compte tenu des circonstances dans le but d'assurer le maintien de services au public.

« **111.18** Dans les cas prévus par le troisième alinéa de l'article 111.0.20 et par l'article 111.16, le Conseil peut charger une personne qu'il désigne de faire enquête et lui faire rapport sur l'état de la situation.

« **111.19** Le Conseil peut déposer une copie conforme d'une ordonnance rendue suivant l'article 111.17 ou l'article 111.0.20 au bureau du notaire de la Cour supérieure du district où est situé le service public ou l'organisme en cause.

Le dépôt de l'ordonnance lui confère alors la même force et le même effet que s'il s'agissait d'un jugement émanant de la Cour supérieure. ».

**81.** La présente loi remplace la Loi sur l'organisation des parties patronale et syndicale aux fins des négociations des conventions collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (L.R.Q., chapitre O-7.1).

Dans une loi, un règlement, une ordonnance, un décret, un contrat, une convention collective ou un autre document, un renvoi à cette loi

est censé être un renvoi à la présente loi ou à la disposition équivalente de la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose.

**82.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**83.** La présente loi entre en vigueur le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*).

## ANNEXE A

### LISTE DES MATIÈRES QUI SONT L'OBJET DE STIPULATIONS NÉGOCIÉES ET AGRÉÉES À L'ÉCHELLE LOCALE OU RÉGIONALE

#### 1. ÉDUCATION

1. Les commissions scolaires pour catholiques
2. Les commissions scolaires pour protestants
3. Les collèges

#### 2. AFFAIRES SOCIALES

1. Les centres hospitaliers publics
2. Les centres locaux de services communautaires
3. Les centres d'accueil publics
4. Les centres de services sociaux
5. Les établissements privés au sens du paragraphe *f* de l'article 1

## ANNEXE B

## LISTE DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- La Commission des droits de la personne;
- Les commissions de formation professionnelle de la main d'oeuvre;
- La Commission des services juridiques;
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain;
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région de Québec;
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région de Trois-Rivières;
- Le conseil de la santé et des services sociaux de la région d'Abitibi-Témiscamingue;
- Les corporations d'aide juridique;
- Hydro-Québec;
- L'Office de la construction du Québec;
- La Régie des installations olympiques;
- La Société des alcools du Québec;
- La Société des loteries et courses du Québec;
- La Société de radio-télévision du Québec;
- La Société des traversiers du Québec;
- La Sûreté du Québec.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
PARTIE I	NÉGOCIATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES ( 1 à 46)
CHAPITRE I	SECTEURS DE L'ÉDUCATION ET DES AFFAIRES SOCIALES ( 1 à 39)
Section I:	Interprétation et application ( 1 et 2)
Section II:	Organisation des parties ( 3 à 19)
	§ 1.— <i>La partie syndicale</i> ( 3 à 6)
	§ 2.— <i>La partie patronale</i> ( 7 à 19)
	1. Le secteur de l'éducation ( 7 à 11)
	2. Le secteur des affaires sociales (12 à 17)
	3. Le Conseil du trésor (18 et 19)
Section III:	Le mode de négociation (20 à 39)
	§ 1.— <i>Les stipulations négociées         et agréées à l'échelle nationale</i> (20 à 27)
	§ 2.— <i>Les stipulations négociées et         agréées à l'échelle locale         ou régionale</i> (28 à 39)
CHAPITRE II	LE SECTEUR DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX (40 à 45)
CHAPITRE III	LA FONCTION PUBLIQUE (46)
PARTIE II	LA RÉMUNÉRATION (47 à 73)
CHAPITRE I	INSTITUT DE RECHERCHE SUR LA RÉMUNÉRATION (47 à 67)
Section I:	Constitution et composition (47 à 62)
Section II:	Fonctions (63 à 67)
CHAPITRE II	DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION (68 à 73)
PARTIE III	DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES (74 à 83)